

CR du CA du 12 novembre 2010 (Salle des thèses, 14h-19h!)

Ordre du jour:

- informations du Président
- approbation du PV de CA du 15 octobre 2010
- Question budgétaires
 - budget des services communs et centraux
 - budgets des UFR, Ecoles et Instituts
 - Plan pluri-annuel d'investissement: patrimoine
 - DBM2
- validation des dossiers issus du CEVU du 22 octobre 2010
 - demande d'habilitation d'une licence professionnelle "management des organisations, spécialité Métiers de l'entrepreneuriat et développement de la PME"
 - demande d'habilitation d'une licence professionnelle "Intervention sociales spécialité Conseil en qualité de vie-vieillessement"
- questions diverses

Farida Djellal (PR, nouveau doyen FSES): légère baisse de la TA. 411Ke de budget hors quadriennal. + éventuellement la dotation en HC 400kE. HC insuffisant car création de nouveaux M2 et manque d'E-C. Environ 3500 étudiants. Soutien du CLERSE (à hauteur de 10% de son budget) et EQUIPPE (à hauteur de 4%).

Mostafa Mbketta (Math): C. Suquet (nouveau directeur UFR), 330ke de budget. Coût important de reprographie, abonnements, acquisition ouvrage et reliure.

Mansour Djaffar-Barhami (Physique, remplace Michel Foulon): effort sur la professionnalisation, communication sur les formations et les laboratoires, 173kE hors quadriennal recherche (+132kE avec crédits labo, soit un total de 305kE).

François ? (UFR IEEA, remplace N. Oussous): 320kE + 145kE (CNFM+labo+EMSI) recherche. Pas de FC, ni d'alternance, ni HC dans ces chiffres. CNFM: centre nationale de formation en micro-électronique qui est hébergé au P3. Correspond pas à des crédits récurrents, achat d'un matériel de 100ke.

François ? (Biologie): 294kE de budget, 168kE pour les TP! 20kE sur hygiène et sécurité (traitement déchets), soit 2/3 du budget sur consommables !

? (Sc.de la Terre): environ 105kE (hors recherche). 65kE de dépense sur le financement des déplacements sur le terrain. Nécessité des crédits RIP pour compléter renouvellement salle TP.

Sébastien Lefebvre (nouveau directeur de la Station Marine de Wimereux): 183kE (hors recherche). 100KE proviennent de l'accueil des stages et vente d'animaux (!), correspond aussi à une partie importante des dépenses (64kE).

Helga Scarwell (Géographie et Aménagement): 180kE (recherche comprise). Convention avec IAUL a permis d'améliorer les recettes. Augmentation des recettes de 26kE cette année. Part importante des dépenses pour sorties sur le terrain.

JL Cogez (CUEEP): FI 130kE soit 10% par rapport à la FC. Partie FC sera traité en CA "exceptionnel" l'année prochaine.

Jean-Christophe Camart (Polytech): école moteur dans le réseau Polytech (21 écoles), le PeiP attire de plus en plus de bons bacheliers à Lille 1 (90 étudiants dont 80% avec mention Bien). Audit de la CTI, réhabilitée pour 6 ans, avec des recommandations “fermes”: mobilité va devenir obligatoire (actuellement 49%, atteindre les 100%), niveau d'anglais à augmenter, “100%” réussite (?!), on doit se positionner sur une démarche qualité, école “certifiée/non certifiée”. Budget total de 1.4mE.

Pierre Louart (IAE): croissance de ressources 4.85mE (!) 20% de ressources DGF+HC, 80% de ressources propres, budget complet de 11.8mE si on ajoute les personnels et investissements (qui correspond à la moitié de ce que dépense une école privée avec le même nombre d'étudiants). 24% de dépenses pour personnels et 33% sur des HC+vacataires. Potentiel d'investissement faible. Problème de locaux et extension de l'année passée montre déjà des soucis car on a 1/3 de SKEMA et 1/5 de l'EDHEC. Remerciements aux personnels BIATOS pour leur investissement.

Moulay-Driss Benchiboun (IUT “A”): réponse à Pierre concernant une comparaison faite entre l'IAE et l'IUT. 7 départements et 15 LP. Budget de 4.4mE (et 18mE en coût complet). Forte relation international. HC représentent 43% du budget de l'IUT. Budget présenté en déficit pour cause de nouvelles charges et de baisse des ressources propres. Travail de fond sur le développement de l'apprentissage/alternance et de la FC.

Alain Rives (Chimie): (pas pris)

Bruno DESPREZ (BD): remercie tous les directeurs d'avoir présenté leur budget. Reste sur ma faim, pas mal de remarque, notamment sur la forme. Présentation très hétérogènes alors qu'il y a des critères communs. Attend plutôt des présentations pédagogiques et surtout des évolutions. Intérêt n'est pas de comparer, mais de commenter des tableaux de bord. Et une ou deux diapos sur des projets spécifiques de l'année à venir. Apprécier de ScTerre, Polytech ou IAE.

CV: on voit des traits communs: baisse de TA (impact crise économique ?), investissement sur communication et RI, mais soit on investit dans chacune des composantes, soit on le fait au niveau de l'université. Pas persuadé que des “petites” composantes puissent supporter ces investissements.

JD: beaucoup entendu parler de concurrence avec le privé. On a pas la même mission, pas même logique, pas même statut ... crois qu'il faut faire attention à ça.

YS: remercier pour le travail, particulièrement sur les notes politiques, des directeurs de composante mais aussi de la direction pour le travail de constitution d'un budget complet sur les aspects comptables et politiques.

Souhaiterait que les directeurs et la direction s'accordent sur un cadre commun de présentation synthétique de la composante (ensemble des moyens, financiers et humains) en parallèle de la note d'orientation politique ainsi qu'un rappel du vote donnée par le conseil de la composante. Faciliterait la lecture de ce volumineux document pas évident à appréhender. Exemple: structurer les recettes et dépenses sur les mêmes types de ligne (celle du projet d'établissement par exemple), autre exemple: faire apparaître clairement le volume d'HC et distinguer les vacations d'extérieurs des heures supplémentaires de titulaires.

Demande corrélée à celle d'un travail commun sur le modèle de répartition des moyens pour les composantes et laboratoires. La direction a fait un grand pas en rendant public un modèle simple, mais trop simple. Souhait que la direction mette à disposition certains tableaux de bord aux élus et directeurs et souhait que les directeurs de composante soit force de proposition sur cet aspect.

PL: rebondir sur communication (cf. CV), besoin d'optimiser ce point. Ce que peut faire l'université et ce que peut faire une composante. Important d'avoir les deux aspects. Sur la question de la

concurrence extérieure (cf. JD), ne s'agit pas de se mettre en concurrence frontale, mais important de dire que l'on est différent et non pas dans la logique du même. Important d'expliquer que l'on fait aussi bien et même mieux que des structures privées.

PR: bien que cela soit totalement homogène, mais composantes sont très diverses. Ceci étant, les présentations sont plus synthétiques que l'année passée. Souhaitable que l'on arrive à présenter par rapport aux rubriques du projet d'établissement les actions des composantes. Vision de synthèse dans les documents de la commission des finances et préparatoires à ce conseil.

Avec les crédits RIP, il y a eu un effort considérable pour soutenir les aspects expérimentaux (1.6mE sur trois ans). D'accord que l'on peut améliorer, mais c'est autrement plus synthétique que l'année passée.

M.Mbektha: sur la communication et les RI, vu d'une composante qui a un petit budget, c'est très important que les services centraux soient présents et dotés car l'on travaille beaucoup avec eux.

PR: Gros travail a été fait, par exemple sur la charte graphique ou les documents de communication de la composante. Travail fait en coopération forte avec le service communication de l'université. Avant on avait une impression de patchwork, maintenant c'est plus cohérent, on voit la "marque" Lille 1. Veiller à aider les composantes qui ont moins de ressources pour ces actions.

YS: (Polytech) sur les certifications, qu'il y ait des impacts budgétaires n'est pas le plus important, mais que cela impacte la pédagogie et le fonctionnement c'est une autre question. Il faut être attentif à ce que la démarche qualité porte sur le fond et non sur des indicateurs de forme qui dénaturerait la pédagogie.

YS: (Wimereux) Sur les 9kE, est-ce que la charge est partagée entre wimerux et biologie ? Point technique: vente animaux de la station et l'hotellerie, c'est une activité qui passe par le SAIC ? Dans ce cas, cela doit apparaître en recette côté composante et dépenses côté SAIC ?

YS: (IUT) demande d'un bilan sur les semestres décalés. Demande déjà portée en interne au niveau du département, puis du CA de l'IUT, souhaite que les lieux d'expérimentation fassent un retour formel pour vérifier l'intérêt de ce dispositif.

JD: sur les HC, est-ce que l'on va dans la bonne direction (qu'il y en ait moins).

PR: de mémoire on a réduit fortement il y a 2 ou 3 ans. Mais les HC s'expliquent par d'évident problème de sous-encadrement dans certaines composantes. Et impactées cette année par équivalence TD/TP qui augmente. Ainsi qu'une augmentation des charges sur les HC qui n'ont été que partiellement compensées par l'Etat. L'université maîtrise le volume, mais pas forcément aussi bien le coût à cause des éléments précédent.

MDB: lors d'un prochain conseil de département (pour YS). Quelque chose d'attractif car il y a des étudiants qui arrivent de l'extérieur. Informatique et génie électrique le font, difficile à faire en bio car pb des salles de TP. Pour les RI (CV), sur la mobilité étudiante on est à 240, 170 sortants et 70 entrants, comparer les RI avec l'activité.

PR: rappel les budgets sont votés par les conseils des composantes. Généralement, les différences sont faibles entre les avant projets et les projets. Seule décision formelle, maintenir le niveau de dotation de chaque composante au niveau de l'an dernier. On verra quelles sont les évolutions de la dotation de fonctionnement de l'état. On est parti sur prévision prudente, ainsi que de n'ouvrir les crédits qu'au niveau de 2010, de façons à s'assurer qu'il n'y ait pas de difficulté. On a remonté les données qui fondent le modèle SYMPA hier au ministère. Seule variation, le ministère nous permet d'avoir une statistique différente sur le nombre des E-C publiants. Cela augmente

“automatiquement” notamment grace aux redéploiements. Mais il augmente dans toutes les universités ... mais il y a aussi des modalités d'accompagnement mises en places au niveau de l'université. La question est de savoir si cela augmente le poids de Lille 1 sur des masses d'effectifs sur l'ensemble des universités.

Si on a des variations à la hausse, on effectuera une DBM. On devrait avoir ces données la veille du vote du budget définitif. Si on leur demande d'être dans des budgets LOLFiens on devrait avoir une évaluation en juin plutôt qu'en décembre.

PR: peut échapper à l'exercice de présentation en supposant que vous avez lu avec attention les documents :)

(du quitter la séance 20mn pour pb de logistique familiale)

NP: Dans projet établissement, indiqué que offre de formations conçues dans cadre université de Lille, et PRES, pourquoi pas université régionale ? Dans budget communication on a du mal à saisir le coût global (ie. Central + composantes). Persuadé qu'il y a des doublons, voire des contradictions. Sur passage RCE, il faudrait voir les coûts cachés de ce passage, fonctions alourdis des personnels sans qu'une ligne apparaisse et du coup réduction de la qualité de vie au travail.

PR: Il y aura un point en janvier sur la communication en CA. Exemple du travail en commun avec l'IAE pour un document interne. Mais normal par exemple sur les RI que les composantes interviennent, la relation de proximité dépend des composantes.

Pas uniquement lié aux RCE: ex. Travail sur la reconstruction de carrière des E-C, tâche hors RCE, dues aux déconcentrations des actes de gestion.

Présentation de Martine CARETTE (SUDES): (fatigué pour la prise de notes ...).

YS: (CUEEP), demande de création d'une commission FTLV au même titre que la commission des statuts ou des finances, mais avec participation permanente de 2 ou 3 élus des conseils des composantes ou services ayant une forte activité en FC. Demande à ce que cette commission se réunisse régulièrement (tous les 2 mois) pour faire le suivi régulier des activités de FC quelque soit le lieu d'activité (IAE, IUT, SUDES et CUEEP).

Vote: 23 unanimité sur SUDES (vote réglementaire) et services communs.

Dotations aux laboratoires (CA du 10 décembre consacré à la recherche, vision consolidée de la recherche). Rappel du modèle de répartition des crédits des laboratoires avec une part nouveau modèle sur la base du nombre d'E-C (publiant et non publiant), du domaine d'activité et de la notation AERES et d'un mécanisme de “moyenne pondérée” pour donner plus de poids à l'ancien modèle. Ce qui change cette année c'est la pondération. Crédits ouverts à hauteur de ceux de 2010, on avait prévu des augmentations plus importantes, mais sera dépendant de la dotation finale de l'établissement.

JD: une interrogation. On a fait un modèle de répartition, et on a dit que l'on réactualiserait. Pose un problème, AERES est passée en 2009. Maintenant, ce que nous disons c'est chaque année, le directeur de laboratoire de dire qui est publiant qui ne l'est pas.

PR: de toutes façons, demande du ministère à ce que ces chiffres soient réactualisés. Soit on reste à l'année T et on diminuera car les autres vont répondre. Et on l'avait dit l'an dernier.

YS: content que vous vous rendiez compte de cette situation, j'ai soulevé le problème l'année passée et personne n'a régit. Vous intégrez le rôle d'évaluateur, ce qui est contestable au niveau national à

cause de la composition des comités d'évaluation, devient une nouvelle "mission" du directeur de laboratoire. Illustre la perversité du gouvernement actuel qui force les personnels à intégrer les contraintes qu'ils imposent et qui sont discutables !

PR: on était en désaccord avec le Ministère sur les évaluations de publiant; avec un modèle qui n'est pas seulement un modèle pro-publication.

Plan pluri-annuel d'investissement.

PS: trois opérations présentées: boucle moyenne tension (CPER), deux hypothèses de fonctionnement (soit appel d'offre classique, soit marché "performantiel" qui s'engage sur un coût de facturation à la sortie, ventilation de la charge faite sur une durée plus longue), restructuration de la chimie (CPER+FEDER), ...

Ne concerne que les opérations que l'on porte car pour le Plan Campus, nous n'avons généralement pas la maîtrise d'ouvrage.

RL: aspect utilisation, serait intéressant que les usagers aient leur avis à donner sur la construction ou l'emplacement. A été le cas pour Polytech par exemple. Serait intéressant que les informations puissent circuler, notamment au niveau de l'intranet. Et une information soit faite au niveau des utilisateurs sur la disponibilité de ces documents.

PR: sur un certain nombre d'opération, on a fait des opérations de pré-programmation, en faisant ressortir sur les besoins et grandes orientations. Ensuite, il y a une deuxième phase sur la construction, mais cela arrive un peu plus tard. Par exemple, pour le SEMM il y a eu une consultation des usagers.

RL: certes, mais il faut qu'il y ait un retour sur les choix des "programmeurs".

PR: oui, mais il y a différentes phases. Pour l'instant, on boucle la phase de financement. Actuellement, on identifie plus précisément la nature de nos besoins. Ensuite, on rentrera dans le détail. Nous ne sommes pas encore dans cette phase (travail de programme).

YS: pas bien compris l'aspect "marché performantiel": on paye pendant combien de temps le prestataire ? Cela dépasse la phase d'investissement d'une année ou deux ou on engage l'établissement pour 10 ans ?

PS: au lieu de lui dire, on a 10 transfo + x km de câble, et vous installez ce que l'on a décidé; on peut dire les besoins c'est d'avoir une puissance en pointe telle puissance, en continu ordinaire telle puissance, on décrit le besoin, à charge de l'entreprise de voir la résolution du besoin. Celle qui apporte la meilleure solution, la solution je l'a met en place et je l'exploite pour une certaine durée. Et s'engage sur un coût d'exploitation et on passe un contrat sur 5 ou 10 ans.

DBM2: (cf. Compte-rendu commission des finances).

Vote: unanimité.

Salah Maouche: présentation de 2 LP passées lors du CEVU.

Lorsque l'on avait discuté des LP lors du contrat d'établissement, la LP "qualité de vie et vieillissement" était dans le paquet, on a appris récemment que l'on ne pouvait pas le faire, mais on tient beaucoup cependant à la défendre (déjà proposé en 2008, mais on souhaite un nouveau vote pour renouveler le soutien du dossier car l'avis date de deux ans). Deuxième, c'est métier de l'entrepreneuriat.

Questions diverses:

PR: informations sur groupe de travail inter-université. On avait envisagé des dates, le PRES va réagir lundi. Littoral a déjà lancé un message cette après-midi pour ce qui est du CEVU. Deux autres dates les samedi matin (!).

Pour le CEVU, Littoral le 20 novembre et une autre le 27. de 9h30 à 12h

Pour le CS, à Valenciennes le 20 et Lille 2 le 27.

Pour le CA, à Lille 1 le 20, et le 27 à l'Artois.

CV: aura-t-on les documents préparatoires pour le 20 ?

PR: on a un ensemble de questions qui seront peut-être diffusées avant la réunion.

Proposition de motion FSU-CGT/O&I:

CV: intervention suite à des retours négatifs d'autorisation de cumul notamment argumenté sur le fait qu'ils avaient refusé d'encadrer des élèves stagiaires. Or le tutorat ne fait pas partie du service. Et comme la mastérisation avec le fait de lancer les stagiaires directement dans le bain et raison pratique car met en difficulté des formations sur Lille 1.

M. Deroulers: rappeler que dans le cadre réglementaire, administration vérifie un contrôle sur la bonne exécution du service, si il y a un refus, l'institution respecte ce refus mais n'a pas de temps recours gracieux au cas par cas, intérêt du service et celui des agents. Je tiens à préciser aussi que sur 1500 demande seules 5% ont été refusé (soit 75%).

YS: Est-ce que la présidence pourrait demander à avoir le bilan chiffré et la liste des formations impactées à Lille 1 ?

PR: un point sur lequel je pense que cela relève du recteur et syndicat des enseignants du second degré (premiers paragraphes de la motion), mais effectivement, il y a des conséquences sur un certain nombre de formation, particulièrement sur des LP. Pour nous, cela pose 2 problèmes, on a en général un partenariat avec des lycées et la vision qui est de développer de bonnes relations avec les lycées. Impact important, raison pour laquelle je demande au recteur de réétudier la question.

MNA: question de fond sur la mastérisation. L'université participe pleinement à la formation des maîtres, or cette réforme, détériore fortement du métier de l'enseignant à tel point que beaucoup de stagiaires démissionnent progressivement. Or la réponse est politique au niveau du recteur.

CV: on nous a rappelé le rôle de l'autorisation de cumul, mais admettre qu'il y a eu des recours cas par cas. Soit il y a des raisons tangibles et il n'y a pas à recourir au cas par cas ... veut dire quoi ? Que les collègues qui auront des soutiens auront plus de chance d'avoir gain de cause. Nous aussi on est sur le front pour le lien avec les lycées, on pourrait aussi dire concentrons-nous sur nos enseignements et notre recherche.

JD: eu l'occasion de dire ce que je pensais de la mastérisation, c'est une stupidité. On verra les dégâts dans les années à venir. Si c'est clair que cela ne fait pas partie de leurs obligations de service, si on décide qu'il y a une mesure de représaille, il faut que les personnels aillent au tribunal. Cela touche l'université, mais pense que cela touche surtout les classes préparatoires. Vérifier que cela n'est pas une atteinte à la liberté d'opinion ! On devrait avoir une organisation qui nous incite à avoir moins de recours aux vacataires mais c'est une autre question.

SM: besoin d'une réponse rapide, car ce ne sont pas des vacataires comme les autres, souvent au

niveau des LP.

FG: je suis partagé quant à la motion dans son contenu. Peut être un peu trop de choses. Tel quelle est là, me mène à prendre position sur des éléments ou je ne pense pas à avoir assez d'information. Si c'est le fait de signer une pétition qui entraîne le refus, c'est inacceptable. Est-ce qu'il y a des gens qui ont signé la pétition qui ont eu l'autorisation.

PL: peut répondre à cette question car 3-4 personnes chez moi sont dans ce cas. Suis intervenu pour que la responsable puisse faire ses heures dans la formation. J'ai du agir pour éviter ce type de problème. Position par rapport aux motions, demander une action, ne pas porter des jugements multiples et complexes. Préférer une motion qui serait de dire que notre université a besoin d'un certain nombre de personnels pour nos formations. Notamment en s'appuyant sur le fait que l'on s'investit dans la relation avec les lycées.

MNA: Chacun prend ses responsabilités.

BD: Tient à dire qu'il y a plusieurs éléments, du coup me sent pas à l'aise de voter dans un sens ou un autre si cela reste en l'état.

YS: contexte: communiqué du FSU-SNES le 5, on a décidé de faire une motion car le représentant du recteur est présent aujourd'hui, d'où les délais réduits. Une motion est nécessairement politique sinon cela ne sert à rien.

JD: ne trouve pas la motion si claire que cela. Il y a des personnes à qui l'on demande de faire qqchose et ils ne souhaitent pas le faire. Si c'est une mesure de représaille c'est grave.

YS: demande à ce que l'on passe la motion la semaine prochaine car nous n'allons pas converger en séance. L'important était que le message soit entendu par le représentant du recteur présent aujourd'hui et il me semble que le débat a permis cela. On prend le temps de rédiger une motion durant la semaine et on vote vendredi prochain (CA spécial CUEEP).

(non posé: YS: demande à ce que les CR temporaires des CEVU et CS soient transmis aux élus des CA.